

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/15436]

**6 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des équipes SOS Enfants en application du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les articles 12, 13 et 16 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des équipes SOS Enfants en application du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance ;

Vu le "test genre" réalisé le 13 mai 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la naissance et de l'enfance, donné le 27 avril 2022 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 mai 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2022 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone rendu en date du 1<sup>er</sup> juin 2022 ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 71.603/4 du Conseil d'État, donné le 22 juin 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des équipes SOS Enfants en application du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les mots « le Ministre qui a l'aide aux enfants victimes de maltraitance dans ses attributions » sont remplacés par « la Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions ».

**Art. 2.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « indexés selon l'indice santé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993, avec pour point de départ 2004 » sont ajoutés après les mots « un jeton de présence de vingt-cinq euros ».

**Art. 3.** L'article 5 du même arrêté est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation aux deux alinéas précédents, les fonctions médicales peuvent être assurées par le biais d'une convention avec un organisme hospitalier ou de santé. Copie de celle-ci est adressée à l'Office. ».

**Art. 4.** L'article 8 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Le coordinateur assure sous la responsabilité du Pouvoir Organisateur, entre autres :

- la mise en œuvre du projet clinique ;
- la gestion journalière de l'équipe, la tenue de la comptabilité, le respect des réglementations en vigueur;
- les relations avec l'Office ;
- la coordination avec les autres services.

§ 2. Le coordinateur peut assumer ou déléguer à un autre membre de l'équipe exerçant l'une des fonctions énoncées aux 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> de l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, une fonction de référent clinique, à condition :

- d'être informé des situations en cours à travers les réunions d'équipe et ses contacts avec les différents membres de l'équipe ;
- de garantir que le processus décisionnel d'ordre clinique soit clairement établi et appliqué, et que les décisions nécessaires soient effectivement prises, de manière pertinente et si possible consensuelle. ».

**Art. 5.** A l'article 10, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « en ce compris les orientations cliniques et méthodologiques choisies par l'équipe » sont ajoutés après les mots « pour les atteindre ».

**Art. 6.** L'article 10 du même arrêté est complété par un numéro libellé comme suit : « 5<sup>o</sup> les modalités de mise en œuvre des éventuels projets relatifs à des actions spécifiques telles que prévues par l'article 10 du décret ».

**Art. 7.** A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 1<sup>o</sup>, les mots « 3 heures » sont remplacés par les mots « 6 heures » ;

2<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup>, les mots « arrondissements judiciaires » sont remplacés par les mots « divisions ou arrondissements » ;

3<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup>, *b*), les mots « individuelles et collectives » sont insérés entre les mots « l'organisation de supervisions » et « avec une ou des personnes extérieures à l'équipe ».

**Art. 8.** L'article 12 du même arrêté est complété par un alinéa libellé comme suit : « L'évaluation doit figurer dans le rapport d'activité visé à l'article 15 du présent arrêté. ».

**Art. 9.** L'article 14 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 14. Pour toute prise en charge, l'équipe ouvre, au nom de l'enfant, un dossier médical. Ce dossier comprend un volet médical et un volet psychosocial.

Dans les conditions prévues par l'article 12 de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, toute information relative à la situation de l'enfant issue du dit dossier, doit lui être communiquée.

Toute information relative à une personne peut à sa demande, lui être communiquée. Ces informations ou document restent confidentiels. ».

**Art. 10.** L'article 15 du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « avril » est remplacé par « mars » ;

2° un alinéa est inséré entre les deux alinéas de l'article 15 comme suit : « Le recueil de données est réalisé à des fins scientifiques et de pilotage. Les données recueillies sont de type médico-psycho-social. Le traitement des données est anonyme. ».

**Art. 11.** Dans l'article 27 du même arrêté, le mot « INS » est remplacé par « Statbel ».

**Art. 12.** Dans les articles 28 et 30 du même arrêté, les mots « le Ministre » sont remplacés par « l'Office ».

**Art. 13.** L'article 31 du même arrêté est remplacé comme suit : « Art. 31. À partir de 2021, les moyens prévus dans le présent chapitre sont majorés d'un montant de 700.000 euros alloué aux équipes selon les modalités fixées par l'Office. ».

**Art. 14.** L'article 32 du même arrêté est remplacé comme suit : « Art. 32. Au moins 80% de l'utilisation des subventions visées à l'article 13 du décret doivent être justifiées par des dépenses en frais de personnel. Les rémunérations du personnel, en ce compris l'ancienneté pécuniaire calculée conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> et le paiement des charges patronales afférentes aux rémunérations, sont justifiés, à l'exception des fonctions médicales, au maximum par les montants figurants dans le barème à 100% fixé par la Commission paritaire 332.00.2. ».

**Art. 15.** A l'article 33 du même arrêté, les mots « sans préjudice de l'article 37 du présent arrêté » sont supprimés.

**Art. 16.** A l'article 34 du même arrêté, deux alinéas sont ajoutés après le premier alinéa :

« L'Office peut notamment vérifier les démarches que le pouvoir organisateur a réalisées en vue d'assurer aussi rapidement que possible la pluridisciplinarité des équipes et donc la représentation de toutes les fonctions.

En cas de constatation de non-respect des dispositions du décret et du présent arrêté, l'Office avertit l'équipe des manquements constatés. Si à l'issue d'un délai maximum de 4 mois après la notification des manquements, ceux-ci persistent, l'Office peut suspendre le versement des subventions, tant que le manquement perdure. Le versement par l'Office de cette subvention suspendue aura lieu une fois la situation régularisée, si l'équipe en démontre la nécessité pour la poursuite des missions qui lui sont dévolues. ».

**Art. 17.** L'article 35 du même arrêté est remplacé comme suit : « Art. 35. Le montant des subventions visées l'article 13, § 2 et § 3, du décret est adapté annuellement afin de couvrir les coûts engendrés par les dépassements de l'indice pivot déterminé pour l'indice "santé" défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. ».

**Art. 18.** L'article 36 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 36. § 1<sup>er</sup>. Les subventions visées à l'article 13 du décret sont liquidées mensuellement sous la forme de subventions provisionnelles à raison respectivement d'un douzième de l'enveloppe.

Chaque année, il est tenu compte du montant des dépenses réelles justifiées de l'exercice budgétaire dans le respect de l'article 33 du présent arrêté.

Toute dépense dont la justification n'est pas admissible est portée en déduction des subventions allouées au service.

Toute dépense non justifiée par une pièce justificative, telle que précisée à l'article 33 du présent arrêté, entraîne, à compter du troisième mois qui suit la fin de l'année budgétaire, la suspension à due concurrence des subventions provisionnelles.

§ 2. Si, au terme du contrôle administratif et financier annuel un solde budgétaire est à restituer à l'Office, celui-ci peut être reporté sur les deux années budgétaires suivantes (triennat).

Le premier triennat débute en 2022.

La répartition entre les frais de personnel et de fonctionnement (80%-20%) s'applique de manière annuelle.

L'Office récupère, après la fin de la période de 3 ans fixée, les montants indus, c'est-à-dire les montants alloués de manière provisionnelle dont l'utilisation n'est pas justifiée.

En cas de cessation définitive des activités de l'équipe, l'Office procède à la récupération des montants indus immédiatement.

A la demande de l'équipe, un étalement de la récupération peut être accordé par l'Office. ».

**Art. 19.** L'article 37 du même arrêté est abrogé.

**Art. 20.** L'article 38 du même arrêté est remplacé comme suit : « Art. 38. Dans le cadre de la subvention complémentaire versée à l'Office pour l'enfance maltraitée, un montant minimal de 78.000 euros est consacré à des frais relatifs au suivi des équipes SOS Enfants tels que des interventions lors de colloques, des formations organisées pour les équipes, la réalisation de brochures de présentation des équipes, la réalisation et la diffusion du Carnet de Notes sur les Maltraitements Infantiles. Ce montant est adapté annuellement sur la base de l'indice santé et calculé sur la base de la croissance entre l'indice de référence en janvier de l'année N-1 et janvier de l'année N. ».

**Art. 21.** A l'annexe 2.A, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1° est remplacé comme suit « le paiement de rémunérations, y incluse l'ancienneté pécuniaire calculée sur la base des dispositions reprises à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté, calculées sur base des montants tels que précisés à l'article 32 du présent arrêté » ;

2° un point 1° bis est inséré après le point 1° ainsi formulé : « Le barème du secrétaire peut être assimilé à celui de l'assistant social pour autant que le pouvoir organisateur ait marqué son accord préalable et que le secrétaire dispose, au minimum, d'un diplôme de bachelier » ;

3° le point 2° est remplacé comme suit « le paiement des honoraires des indépendants autres que ceux des médecins sont calculés sur base des montants tels que précisés à l'article 32 du présent arrêté augmentés de maximum 50% hors T.V.A. » ;

4° un point 2° bis est inséré après le point 2° ainsi formulé : « le paiement des honoraires des médecins indépendants, y compris ceux prévus par les conventions visées à l'article 5 du présent arrêté » ;

5° le point 3° est remplacé comme suit « le paiement de la fonction de coordinateur administratif, qu'il exerce ou non la fonction de référent clinique, assimilé a minima au barème de licencié en psychologie, ainsi qu'une prime de 200 € brut supplémentaire par mois pour autant que le pouvoir organisateur ait marqué son accord préalable sur l'octroi de la dite prime. Cette prime étant assimilée au salaire du coordinateur, elle est également soumise à l'indexation visée à l'article 35 du présent arrêté » ;

6° au point 4° les mots « 305.02 et 305.01 » sont remplacés par « 332.00.2 » ;

7° au point 5° les mots « 305.02 et 305.01 » sont remplacés par « 332.00.2 » ;

8° au point 7° les mots « 305.02 et 305.01 » sont remplacés par « 332.00.2 » ;

9° au point 8° les mots « 305.02 et 305.01 » sont remplacés par « 332.00.2 ».

**Art. 22.** A l'annexe 2, B., 1°, du même arrêté, les mots « conformément à l'article 6, 4°, du présent arrêté » sont remplacés par « conformément à l'article 11, 4°, du présent arrêté ».

**Art. 23.** La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,

B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/15436]

**6 JULI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de SOS-Kinderteams met toepassing van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulp aan kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulp aan kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling, artikelen 12, 13 en 16;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de SOS-Kinderteams in toepassing van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulp aan de kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling;

Gelet op de op 13 mei 2022 uitgevoerde "gendertest", met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van O.N.E. van 27 april 2022;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 18 mei 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 25 mei 2022;

Gelet op het advies van het "Organe de concertation intra-francophone" van 1 juni 2022;

Gelet op het advies nr. 71.603/4 van de Raad van State, uitgebracht op 22 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de SOS-Kinderteams met toepassing van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulp aan kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling, worden de woorden "de Minister die de hulp aan kinderen die het slachtoffer zijn van misbruik in zijn bevoegdheid heeft" vervangen door "de Minister die het kind in haar bevoegdheid heeft".

**Art. 2.** In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit worden na de woorden "een presentiegeld van vijftieng euro" de woorden "geïndexeerd volgens de gezondheidsindex van het koninklijk besluit van 24 december 1993, met 2004 als uitgangspunt" toegevoegd.

**Art. 3.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid dat als volgt luidt:

"In afwijking van de twee voorgaande leden kunnen de medische ambten worden uitgeoefend door middel van een overeenkomst met een ziekenhuis of een gezondheidsorganisatie. Een afschrift van deze overeenkomst wordt aan O.N.E. toegezonden."

**Art. 4.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 8 § 1. De coördinator zorgt, onder verantwoordelijkheid van de inrichtende macht, onder meer voor:

- de uitvoering van het klinisch project ;

- de dagelijkse leiding van het team, het voeren van de boekhouding, de naleving van de geldende voorschriften;

- betrekkingen met O.N.E.;

- coördinatie met andere diensten.

§ 2. De coördinator kan het ambt van klinisch referent op zich nemen of delegeren aan een ander lid van het team dat een van de ambten uitoefent bedoeld in 1° tot 5° van artikel 11, eerste lid, van het decreet, op voorwaarde dat:

- hij/zij wordt op de hoogte gehouden van actuele situaties via teamvergaderingen en contacten met de verschillende leden van het team;

- hij ervoor zorgt dat het klinische besluitvormingsproces duidelijk wordt vastgesteld en toegepast, en dat de noodzakelijke beslissingen daadwerkelijk worden genomen, op een relevante wijze en indien mogelijk met instemming van de betrokkenen.”.

**Art. 5.** In artikel 10, 1° van hetzelfde besluit worden na de woorden “om deze te verwezenlijken” de woorden “met inbegrip van de door het team gekozen klinische en methodologische richtlijnen” ingevoegd.

**Art. 6.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nummer dat als volgt luidt: “5° de uitvoeringsmodaliteiten van eventuele projecten met betrekking tot specifieke acties zoals voorzien in artikel 10 van het decreet”.

**Art. 7.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de woorden “3 uur” vervangen door de woorden “6 uur”;

2° in 3° worden de woorden “gerechtelijke arrondissementen” vervangen door de woorden “afdelingen of arrondissementen”;

3° in 5°, b), worden de woorden “individueel en collectief” ingevoegd tussen de woorden “de organisatie van het toezicht” en “met een persoon of personen buiten het team”.

**Art. 8.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt: “De evaluatie moet worden opgenomen in het in artikel 15 van dit besluit bedoelde activiteitenverslag.

**Art. 9.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 14. Voor elke tenlasteneming, opent het team een medisch dossier namens het kind. Dit dossier omvat een medisch gedeelte en een psychosociaal gedeelte.

Onder de voorwaarden bepaald in artikel 12 van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, moeten alle gegevens met betrekking tot de toestand van het kind uit het genoemde dossier aan hem worden medegedeeld.

Alle inlichtingen betreffende een persoon kunnen op zijn verzoek aan hem worden medegedeeld. Deze informatie op dit document blijft vertrouwelijk.

**Art. 10.** Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° in het eerste lid wordt het woord “april” vervangen door “maart”;

2° tussen de twee leden van artikel 15 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt: “De gegevensverzameling wordt uitgevoerd om wetenschappelijke en sturingsdoeleinden. De verzamelde gegevens zijn van medisch-psycho-sociale aard. De verwerking van gegevens geschiedt anoniem.”.

**Art. 11.** In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt het woord “NIS” vervangen door “Statbel”.

**Art. 12.** In de artikelen 28 en 30 van hetzelfde besluit worden de woorden “de Minister” vervangen door “O.N.E.”.

**Art. 13.** Artikel 31 van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art. 31. Vanaf 2021 worden de in dit hoofdstuk vastgestelde middelen verhoogd met een bedrag van 700.000 euro dat aan de teams wordt toegewezen volgens de door O.N.E. vastgestelde procedures.”.

**Art. 14.** Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

“Art. 32. Ten minste 80% van het gebruik van de in artikel 13 van het decreet bedoelde subsidies moet worden gerechtvaardigd door uitgaven voor personeelskosten. De bezoldiging van het personeel, met inbegrip van de geldelijke anciënniteit berekend overeenkomstig bijlage 1 en de betaling van de werkgeversbijdragen met betrekking tot de bezoldiging, wordt, met uitzondering van medische ambten, gerechtvaardigd door de bedragen die zijn vermeld in de door de paritaire commissie vastgestelde tabel van 100% 332.00.2.

**Art. 15.** In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de woorden “onverminderd artikel 37 van dit besluit” geschrapt.

**Art. 16.** In artikel 34 van hetzelfde besluit worden na het eerste lid twee leden ingevoegd:

“O.N.E. kan inzonderheid nagaan welke maatregelen de inrichtende macht heeft genomen om zo snel mogelijk te zorgen voor multidisciplinaire teams en dus voor de vertegenwoordiging van alle ambten.

Indien wordt vastgesteld dat de bepalingen van het decreet en van dit besluit niet zijn nageleefd, stelt O.N.E. het team in kennis van de vastgestelde tekortkomingen. Indien na afloop van een periode van maximaal vier maanden na de kennisgeving van de tekortkomingen, deze tekortkomingen blijven bestaan, kan O.N.E. de storting van de subsidies opschorten zolang de tekortkomingen voortduren. De storting door O.N.E. van deze opgeschorte subsidie zal plaatsvinden zodra de situatie is geregulariseerd, indien het team aantoont dat dit noodzakelijk is voor de voortzetting van de opdrachten die het zijn toevertrouwd”.

**Art. 17.** Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art. 35. Het bedrag van de in artikel 13, leden 2 en 3, van het decreet bedoelde subsidies wordt jaarlijks aangepast om de kosten te dekken die voortvloeien uit de overschrijding van de spilindex die is vastgesteld voor de “gezondheidsindex” zoals gedefinieerd bij het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 betreffende de vrijwaring van het concurrentievermogen van het land.

**Art. 18.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 36 § 1. De in artikel 13 van het decreet bedoelde subsidies worden maandelijks uitgekeerd in de vorm van voorlopige subsidies ten belope van één twaalfde van het totale bedrag.

Elk jaar wordt rekening gehouden met het bedrag van de werkelijke verantwoorde uitgaven voor het begrotingsjaar, overeenkomstig artikel 33 van dit besluit.

Uitgaven die niet kunnen worden gerechtvaardigd, worden in mindering gebracht op de subsidies die aan de dienst worden toegekend.

Elke uitgave die niet wordt gestaafd door een bewijsstuk als bedoeld in artikel 33 van dit besluit, leidt tot schorsing van de voorlopige subsidies met ingang van de derde maand na het einde van het begrotingsjaar.

§ 2. Indien aan het einde van de jaarlijkse administratieve en financiële controle een begrotingssaldo moet worden terugbetaald aan O.N.E., kan dit worden overgedragen naar de volgende twee begrotingsjaren (triennium).

De eerste periode van drie jaar begint in 2022.

De verdeling tussen personeelskosten en huishoudelijke kosten (80%-20%) wordt op jaarbasis toegepast.

Na het verstrijken van de periode van drie jaar zal O.N.E. onverschuldigde bedragen terugvorderen, d.w.z. voorlopig toegewezen bedragen die niet gerechtvaardigd zijn.

In geval van definitieve stopzetting van de activiteiten van het team vordert O.N.E. de onverschuldigde bedragen onmiddellijk terug.

Op verzoek van het team kan O.N.E. uitstel van invordering verlenen.

**Art. 19.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 20.** Artikel 38 van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 38. 78.000 is bestemd voor kosten in verband met de follow-up van de SOS-Kinderteams, zoals presentaties op colloquia, voor de teams georganiseerde opleidingscursussen, de productie van brochures waarin de teams worden voorgesteld, en de productie en distributie van het Carnet de Notes sur les Maltraitements Infantiles. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast op basis van de gezondheidsindex en berekend aan de hand van de groei tussen de referentie-index in januari van het jaar N-1 en januari van het jaar N.

**Art. 21.** In bijlage 2.A van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt vervangen door de volgende tekst: "de betaling van de bezoldiging, met inbegrip van de geldelijke anciënniteit, berekend op basis van de bepalingen opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit, berekend op basis van de bedragen vermeld in artikel 32 van dit besluit";

2° een punt 1° bis wordt ingevoegd na punt 1°, luidend als volgt: "De weddeschaal van de secretaris kan worden gelijkgesteld met die van de maatschappelijk werker, op voorwaarde dat de inrichtende macht hiermee vooraf heeft ingestemd en dat de secretaris ten minste een bachelordiploma bezit";

3° punt 2° wordt vervangen door hetgeen volgt: "de betaling van honoraria voor andere zelfstandigen dan artsen wordt berekend op basis van de bedragen vermeld in artikel 32 van dit besluit vermeerderd met maximaal 50% exclusief btw";

4° een punt 2°bis wordt ingevoegd na punt 2°, luidend als volgt: "de betaling van honoraria aan zelfstandige artsen, met inbegrip van de honoraria bepaald in de overeenkomsten bedoeld in artikel 5 van dit besluit";

5° punt 3° wordt vervangen door wat volgt: "de bezoldiging van het ambt van administratief coördinator, ongeacht of hij al dan niet het ambt van klinisch referent uitoefent, minstens gelijkgesteld met de schaal van een licentiaat in de psychologie, alsook een premie van 200 € bruto per maand op voorwaarde dat de inrichtende macht vooraf haar akkoord heeft gegeven voor de toekenning van die premie. Aangezien deze premie gelijkgesteld wordt met het loon van de coördinator, is zij ook onderworpen aan de indexering bedoeld in artikel 35 van dit besluit";

6° in punt 4° worden de woorden "305.02 en 305.01" vervangen door "332.00.2";

7° in punt 5° worden de woorden "305.02 en 305.01" vervangen door "332.00.2";

8° in punt 7° worden de woorden "305.02 en 305.01" vervangen door "332.00.2";

9° in punt 8 worden de woorden "305.02 en 305.01" vervangen door "332.00.2".

**Art. 22.** In bijlage 2, B., 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "overeenkomstig artikel 6, 4°, van dit besluit" vervangen door "overeenkomstig artikel 11, 4°, van dit besluit".

**Art. 23.** De minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juli 2022.

Voor de regering:

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 2022/15267]

1 JULI 2022. — Ministerieel besluit tot ontslag en benoeming van leden van de Commissie voor de overheidsopdrachten

De Eerste Minister,

Gelet op het koninklijk besluit van 10 maart 1998 tot inrichting van de Commissie voor de overheidsopdrachten, artikel 5;

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C - 2022/15267]

1<sup>er</sup> JUILLET 2022. — Arrêté ministériel portant démission et nomination de membres de la Commission des marchés publics

Le Premier Ministre,

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1998 organisant la Commission des marchés publics, l'article 5 ;